

Il est temps d'en finir avec Sciences Po ! L'Etat n'a pas à financer l'entre-soi élitiste

Nicolas Jounin

Enseignant-chercheur en sociologie,
Université Paris-VIII-Saint-Denis, auteur
de « Chantier interdit au public »
(La Découverte, 2008)

Du rapport de la Cour des comptes sur l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris et la fondation privée qui le parraine, alias « Sciences Po », on risque de ne retenir que les acrobaties de quelques notables destinées à « obésifier » leur portefeuille. Mais ce n'est qu'un à-côté, une espèce de dommage collatéral de la haute idée que les gestionnaires d'une telle institution se doivent d'avoir d'eux-mêmes. L'« arrogance » relevée par un député après avoir entendu Jean-Claude Casanova et Michel Pébereau n'est pas un vice accessoire. Elle est la contrepartie nécessaire d'un projet d'établissement qui, depuis cent quarante ans, s'agit d'égalité des chances pour reconduire une classe dirigeante.

Au-delà des irrégularités de gestion, ce rapport nous apprend que Sciences Po demeure un établissement d'où les classes populaires sont exclues. Après une décennie de matraquage médiatique sur la diversification qui aurait été entreprise par le directeur Richard Descoings, sur les « conventions ZEP », sur « Sciences Po en banlieue », voilà où nous en sommes : en 2010-2011, les enfants de « cadres et professions intellectuelles supérieures » représentent 63,5 % des étudiants entrant en première cycle (54,1 % en second cycle), contre 57,6 % quatre ans plus tôt (55,2 % en second cycle).

Pendant ce temps, la part d'enfants d'employés et d'ouvriers a stagné : environ un étudiant sur douze, contre un peu plus d'un sur cinq à l'université, où ils sont déjà sous-représentés. Pour sa défense, la direction de Sciences Po a le culot de souligner que le taux de réussite de ses étudiants, y compris ceux issus de classes populaires, est plus important qu'à l'université. Après avoir siphonné par ses concours les plus conformes aux exigences scolaires, c'est quand même bien le moins !

On pourrait presque s'amuser de cette obstination à préserver, depuis la fondation de l'institution, un entre-soi bourgeois matiné de cooptation paternaliste... si elle consentait à s'autofinancer. Car c'est le second scandale : non seulement l'Etat républicain consacre les prétentions exorbitantes de l'IEP par un statut dérogatoire, mais il les remplace. Un étudiant y coûte 50 % plus cher qu'un étudiant d'université, bien que les matières enseignées ne soient pas les plus coûteuses en équipement, et que 93 % des enseignements soient assurés par des vacataires. Malgré une vertigineuse augmentation des droits d'inscription au cours des dernières années, l'Etat débourse 20 % de plus pour un étudiant à l'IEP que pour un étudiant d'université (à disciplines comparables, l'écart est encore plus grand). Autrement dit, à travers une fiscalité qui, reposant sur la TVA, affecte d'abord les classes populaires et moyennes, on finance les études chères des classes déjà privilégiées.

On pourrait s'amuser de cette obstination, encore, si l'entre-soi se tramait autour de la dégustation d'un cigare ou d'une chasse à la bécasse, comme y invitent certains clubs de l'association des anciens. Mais il s'agit de quelque chose d'autrement plus sérieux : le maintien d'une domination. En 1872, juste après la Commune de

Paris et le rétablissement du suffrage universel masculin, Emile Boutmy (1835-1906) créait Sciences Po en lui donnant une claire mission : « Contraintes de subir le droit du plus nombreux, les classes qui se nomment elles-mêmes les classes élevées ne peuvent conserver leur hégémonie politique qu'en invoquant le droit du plus capable. Il faut que, derrière l'enceinte croulante de leurs prérogatives et de la tradition, le flot de la démocratie se heurte à un second rempart fait de mérites éclatants et utiles, de supériorité dont le prestige s'impose, de capacités dont on ne puisse pas se priver sans folie. »

Dans le Sciences Po d'aujourd'hui, Emile Boutmy n'est pas considéré comme un de ces aieux pathétiques dont il vaut mieux effacer le souvenir : il a sa notice hagiographique sur le site Internet, des bourses à son nom, un amphithéâtre, où l'institution s'enorgueillissant de recevoir Mario Monti, cet ancien de Goldman Sachs qui dirige un « gouvernement de techniciens » sans avoir jamais été élu. Conçue comme une digue antidémocratique, Sciences Po a conservé au fil du temps sa vocation d'alchimiste qui métamorphose l'arbitraire de la naissance en capacité présumée.

Soyons transparent : j'ai étudié à l'IEP de Paris. J'en garde le souvenir de quelques enseignements stimulants, plombés par un tronc commun où prévalait une science économique recroquevillée sur le pilotage libéral des crises du capitalisme. Cependant, peu importe la qualité de l'enseignement, qui ne changera rien au

« Non seulement l'Etat républicain consacre les prétentions exorbitantes de l'IEP par un statut dérogatoire, mais il les remplace »

scandale. Car, ou bien cet enseignement constitue une imposture intellectuelle, la carrosserie idéologique d'une classe dirigeante, et il n'y a pas de raison que le contribuable continue de lui fournir son carburant ; ou bien il équipe ses destinataires en « capacités dont on ne puisse pas se priver sans folie », et l'on ne voit pas en quoi il devrait demeurer l'exclusivité d'une poignée d'individus bien nés.

Preuve que le contenu de l'enseignement importe peu, on ne dit pas ce qu'on a fait à Sciences Po, mais plutôt : j'ai fait Sciences Po. L'établissement n'est pas l'outil d'un apprentissage, mais une fin en soi. Rituel d'intronisation et point de contact des futures élites de la politique, de l'administration, des entreprises, du journalisme ou de l'académie, le passage par Sciences Po constitue, d'un point de vue collectif, un moment de socialisation et d'homogénéisation de la classe dirigeante ; et, d'un point de vue individuel, une accumulation primitive de « capital » qu'il convient de faire « fructifier », selon les termes de l'association des anciens lorsqu'elle invite à la rejoindre.

On pourra m'accuser de cracher dans la soupe ou d'oublier d'autres « grandes écoles », universités qui aspirent à en être, dont le rôle dans la reproduction des hiérarchies sociales n'est pas moins actif et pas plus justifié. Mais il faut bien partir de quelque part quand on veut mettre le goût de la démocratie dans la tambouille de l'enseignement supérieur et se débarrasser des recettes nauséabondes qui font la noblesse d'Etat. Alors, commençons par supprimer Sciences Po, c'est-à-dire : le privilège légalisé, l'écramage social et le hold-up financier dont il est le produit. ■

La Cour des comptes a rendu public, jeudi 22 novembre, un rapport cinglant sur la gestion de Sciences Po. L'Institut d'études politiques de Paris a été placé sous contrôle de l'Etat. La ministre de l'enseignement supérieur a refusé de nommer Hervé Crès successeur de Richard Descoings

Richard Descoings est mort pour la seconde fois Eloge d'un travail salubre

Bruno Latour

Sociologue, directeur scientifique
à Sciences Po

Mort une première fois, le 3 avril, Richard Descoings est mort une deuxième fois le 22 novembre, mais, cette fois-ci, c'est un assassinat. Et, comme dans l'un de ces rituels barbares qui plaisent tant aux badauds, on a jeté dans sa fosse l'une des personnes les plus qualifiées pour lui succéder. Hervé Crès, puisque c'est lui dont on sacrifie la réputation, était le seul qui avait commencé à lui apporter la contradiction, mais l'un des seuls aussi qui croyaient au projet radical qui fera la réputation de ce grand innovateur.

On mesure l'originalité d'un tel but au déferlement d'indignation parfois légitime qui depuis près d'un an a pris la suite de l'adulation dont Richard Descoings avait été l'objet. Dans tout ce tohu-bohu, on a oublié ce qu'il avait fait et ce qu'il voulait faire : modifier enfin la formation des élites politiques et servir de laboratoire à la réforme de l'irréformable université française.

Double cible qui se venge si cruellement : d'un côté la haute fonction publique qui ne voulait pas qu'on touche à cette petite école qui lui convenait parce qu'on n'y apprenait à peu près rien qui puisse remettre en cause son droit de naissance à représenter le bien public ; de l'autre l'Université qui ne pouvait pas supporter que naisse en France une « université », au sens anglais, à la fois autonome, bien dotée, tout en restant en prise avec les élites politiques et culturelles, au centre de tous les pouvoirs. Bref, le projet même d'Emile Boutmy (1835-1906), le fondateur de l'école. Ce projet hybride, Richard Descoings était en train de le réaliser – et c'est ce qu'on lui fait payer en accablant sa mémoire et en paralysant sa maison.

Tout ce qu'il a accompli, n'espérez pas l'apprendre dans les journaux qui rabâchent depuis un an les mêmes ragots, après avoir avalé pendant dix ans, sans les critiquer davantage, les tours de magie de Richard Descoings. Qu'on juge de son scandaleux comportement : à Sciences Po, les anciens bourgeois se trouvent brassés avec des élèves de banlieue – de banlieue ! – et usent leur culotte dans des amphisples remplis à 70 % d'étrangers et doivent passer une année complète dans une grande université étrangère. Intolérable.

A Sciences Po, il existe six campus en région, où des gamins de 17 à 19 ans pratiquent en trois langues la vie des « collèges » à l'anglaise, combinant les avantages de la grande école et de l'université. Insupportable. Sciences Po mène sa propre politique étrangère de façon si efficace qu'elle traite d'égale à égale avec plus de 159 universités dans le monde. Incroyable pour un tel nain. A Sciences Po, on développe depuis huit ans des enseignements qui mêlent les sciences exactes et les sciences sociales pour former des élèves aux humanités scientifiques, double compétence essentielle en ces temps d'écologie. Insensé. Des ateliers de pratiques artistiques, obligatoires pour tous, sortent les élèves de leurs éternels exposés en deux parties et deux sous-parties. Mais jusqu'où iront-ils ?

Il y a pire. Sciences Po parvenait à refondamentaliser sa recherche au point de rafler sept subventions de recherche de l'European Research Council (la plus prestigieuse des bourses de recherche fondamentale européenne) et avait si bien réussi à innover dans ses projets qu'elle abrite trois dispositifs du grand emprunt (Idex, Labex et Idex).

En quelques années, Sciences Po a créé de toutes pièces deux des meilleurs départements à l'international en économie et en droit tout en prenant, avec la création de son « médialab », une place dans le renouvellement des méthodes quantitatives et en ouvrant son département d'histoire à l'international.

Pour qui se prend cette inoffensive école de la rue Saint-Guillaume dont l'insignifiance en matière de pensée était, jusqu'ici, proverbiale ? Intolérables succès, qui risquaient d'en faire un vrai centre

intellectuel. Mais le danger était plus grand encore !

A force d'innover, Sciences Po était parvenue à restaurer le prestige des universitaires en les payant décemment, en les ouvrant au marché mondial, et en faisant converger – crime inexpliqué – les fonctions de professeur et de chercheur. Imaginez cela, des chercheurs du CNRS fiers d'être traités comme des professeurs et des professeurs obligés à faire vraiment de la recherche parce qu'ils en avaient enfin les moyens (années sabbatiques comprises). Et le tout en moins de dix ans, et sans avoir à trop s'occuper de ce que pouvaient dire les autorités !

Une institution autonome et rapide, capable d'échapper au pouvoir bureaucratique comme à celui des mandarins assemblés. Tout cela grâce à une direction forte. Oui, bien sûr, trop forte, trop charismatique, trop risquée. Exactement ce contre quoi, dès son arrivée, Hervé Crès avait commencé à prendre des mesures, en combattant enfin la force innovatrice de Descoings avec les procédures indispensables à la continuité d'un projet qui ne visait à rien de moins qu'à modifier la conception des affaires publiques et la formation des serviteurs de l'Etat.

Eh bien, l'Etat se sent attaqué ! Pour interrompre ce formidable laboratoire, que croyez-vous que les fins limiers de la Cour des comptes aient trouvé ? Des décharges de cours mal suivies par la direction ! Dans sa tombe, comme il doit rire le « Roi Richard » ! Voilà les « graves dysfonctionnements » dont se repaît la presse à fleurettes depuis un an... Oui, c'est vrai, reconnaissons-le, Richard Descoings avait introduit en France de « graves dysfonctionnements » : il prétendait que l'Etat et l'Université devaient être renouvelés.

« Une institution autonome et rapide, capable d'échapper à la fois au pouvoir bureaucratique comme à celui des mandarins assemblés »

Plus effrayante encore, il prétendait que la formation des élites politiques était si détestable qu'il fallait obliger ceux qui prétendaient représenter le peuple à travers le vaste monde globalisé à enquêter par le truchement des sciences sociales enfin renouvelées.

Quoi ? Le bien public devrait s'apprendre ? La République aurait besoin de savants ? Les énarques devraient faire de la recherche ? Peut-être même passer des doctorats au lieu de réussir d'absurdes concours ? Pour qui se prennent-ils, rue Saint-Guillaume ? Ne savent-ils pas que, en France, quand il s'agit de l'Etat, on ne peut pas, on ne doit pas innover ? Mais, au lieu de le prétendre, Richard Descoings avait commencé à le réaliser ! Et, en plus, il allait peut-être réussir, ayant enfin trouvé le successeur qui allait lui permettre de passer de cette gestion de corsaire dont il était le premier à reconnaître les faiblesses à une gouvernance plus régulière.

La chance du corsaire Descoings, c'était de confier le trésor accumulé au mathématicien Crès : c'était avoir tous les avantages de l'innovation, sans le stigmate du drapeau noir hissé sur le mât. Quel gouvernement voudrait avoir le douteux honneur de couler l'une des rares institutions dans laquelle l'Etat, ce grand corps malade, aurait pu espérer puiser quelques-uns de ses remèdes, grâce à une recherche enfin refondamentalisée ?

J'ai servi sous Descoings et sous Crès et, comme beaucoup de mes collègues, malgré un an de bombardement médiatique, j'en suis fier. Pour conclure, je vais m'enfoncer plus encore : je crois toujours à ce projet. Je ferais tout pour aider à le réaliser ceux qui ont encore l'audace d'y croire. ■

Bruno Latour est l'auteur d'« Enquêtes sur les modes d'existence. Une anthropologie des modernes » (La Découverte, 498 p., 26 €)

Une tradition russe par Sergueï

